

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués
En application des articles L 125-5, L 125-6 et L125-7 du Code de l'Environnement



Réalisé en commande* par	Media Immo
Pour le compte de	SCP VERCOUTERE DEGANO CORDIER RENOULT
Numéro de dossier	1016990
Date de réalisation	20/07/2022

Localisation du bien	17 AVENUE DE LORETTE 35400 ST MALO
Section cadastrale	CI 148
Altitude	38.8m
Données GPS	Latitude 48.622911 - Longitude -2.001515

Désignation du vendeur	PROGRAMME REALITES
Désignation de l'acquéreur	

* Document réalisé sur commande par **Media Immo** qui en assume la pleine responsabilité. Ceci, sous couvert que les informations transmises par **SCP VERCOUTERE DEGANO CORDIER RENOULT** soient exactes.

EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS DE PRÉVENTION DE RISQUES				
Zonage réglementaire sur la sismicité : Zone 2 - Faible			EXPOSÉ	-
Commune à potentiel radon de niveau 3			NON EXPOSÉ	-
Immeuble situé dans un Secteur d'Information sur les sols			NON EXPOSÉ	-
PPRn	Inondation par submersion marine	Approuvé le 18/07/2017	NON EXPOSÉ	-
INFORMATIONS PORTÉES À CONNAISSANCE				
-	Mouvement de terrain Affaissements et effondrements	Informatif ⁽¹⁾	EXPOSÉ	-
-	Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)	Informatif ⁽¹⁾	EXPOSÉ	-
PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT (PEB)				
Consultation en ligne sur https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb Plan disponible en Prefecture et/ou en Mairie de ST MALO				
-	Plan d'Exposition au Bruit (PEB)	Informatif	NON EXPOSÉ	-

⁽¹⁾ À ce jour, ce risque n'est donné qu'à titre **INFORMATIF** et n'est pas retranscrit dans l'Imprimé Officiel.

SOMMAIRE

Synthèse de votre **Etat des Risques et Pollutions**
Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés
Extrait Cadastral
Zonage réglementaire sur la Sismicité
Cartographies des risques auxquelles l'immeuble est exposé
Annexes : Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé
Annexes : Arrêtés

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués
En application des articles L 125-5, L 125-6 et L125-7 du Code de l'Environnement

Attention ! S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral
n° N.C. du 13/02/2006 mis à jour le 21/08/2019

Adresse de l'immeuble : 17 AVENUE DE LORETTE
35400 ST MALO
Cadastre : CI 148

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques naturels (PPRN)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N
prescrit anticipé approuvé date _____
1 oui non

1 si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :
autres _____
inondation crue torrentielle mouvements de terrain avalanches sécheresse / argile
cyclone remontée de nappe feux de forêt séisme volcan

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN
2 oui non
2 si oui, les travaux prescrits ont été réalisés
oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M
prescrit anticipé approuvé date _____
3 oui non

3 si oui, les risques miniers pris en compte sont liés à :
mouvements de terrain autres _____

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM
4 oui non
4 si oui, les travaux prescrits ont été réalisés
oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPRT prescrit et non encore approuvé
5 oui non

5 si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :
effet toxique effet thermique effet de surpression projection risque industriel

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T approuvé
oui non

> L'immeuble est situé dans un secteur d'expropriation ou de délaissement
oui non

> L'immeuble est situé en zone de prescription
6 oui non

6 Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés
oui non

6 Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente
oui non

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

> L'immeuble est situé dans une commune de sismicité classée en
zone 1 très faible zone 2 faible zone 3 modérée zone 4 moyenne zone 5 forte

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3
oui non

Information relative à la pollution de sols

> Le terrain se situe en secteurs d'information sur les sols (SIS)
NC* oui non
* Non Communiqué (en cours d'élaboration par le représentant de l'Etat dans le département)

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T**

** catastrophe naturelle, minière ou technologique
> L'information est mentionnée dans l'acte de vente
oui non

Extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

Carte Sismicité, Carte Inondation par submersion marine

Vendeur - Acquéreur

Vendeur : PROGRAMME REALITES
Acquéreur :
Date : 20/07/2022 Fin de validité : 20/01/2023

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés

en application du chapitre IV de l'article L125-5 du Code de l'environnement

Préfecture : Ille-et-Vilaine
Adresse de l'immeuble : 17 AVENUE DE LORETTE 35400 ST MALO
En date du : 20/07/2022

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Date de début	Date de Fin	Publication	JO	Indemnisé
Inondations et coulées de boue	14/10/1982	14/10/1982	24/12/1982	26/12/1982	
Tempête	15/10/1987	16/10/1987	22/10/1987	24/10/1987	
Inondations et coulées de boue	27/02/1990	01/03/1990	24/07/1990	15/08/1990	
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	27/02/1990	01/03/1990	24/07/1990	15/08/1990	
Inondations et coulées de boue	17/01/1995	31/01/1995	06/02/1995	08/02/1995	
Inondations, coulées de boue et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	19/02/1996	21/02/1996	17/07/1996	04/09/1996	
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2003	30/09/2003	02/03/2006	11/03/2006	
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	10/03/2008	10/03/2008	07/08/2008	13/08/2008	
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	31/01/2014	02/02/2014	07/08/2014	10/08/2014	
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	03/01/2018	03/01/2018	26/03/2018	02/05/2018	

Cochez les cases **Indemnisé** si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements.

Etabli le :

Signature / Cachet en cas de prestataire ou mandataire

Vendeur : PROGRAMME REALITES

Acquéreur :

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs.

Définition juridique d'une catastrophe naturelle :

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: "sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises". La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion "d'intensité anormale" et le caractère "naturel" d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare "l'état de catastrophe naturelle".

Source : Guide Général PPR

Extrait Cadastral

Département : Ille-et-Vilaine

Commune : ST MALO

Parcelles : CI 148

Bases de données : IGN, Cadastre.gouv.fr

IMG REPERE

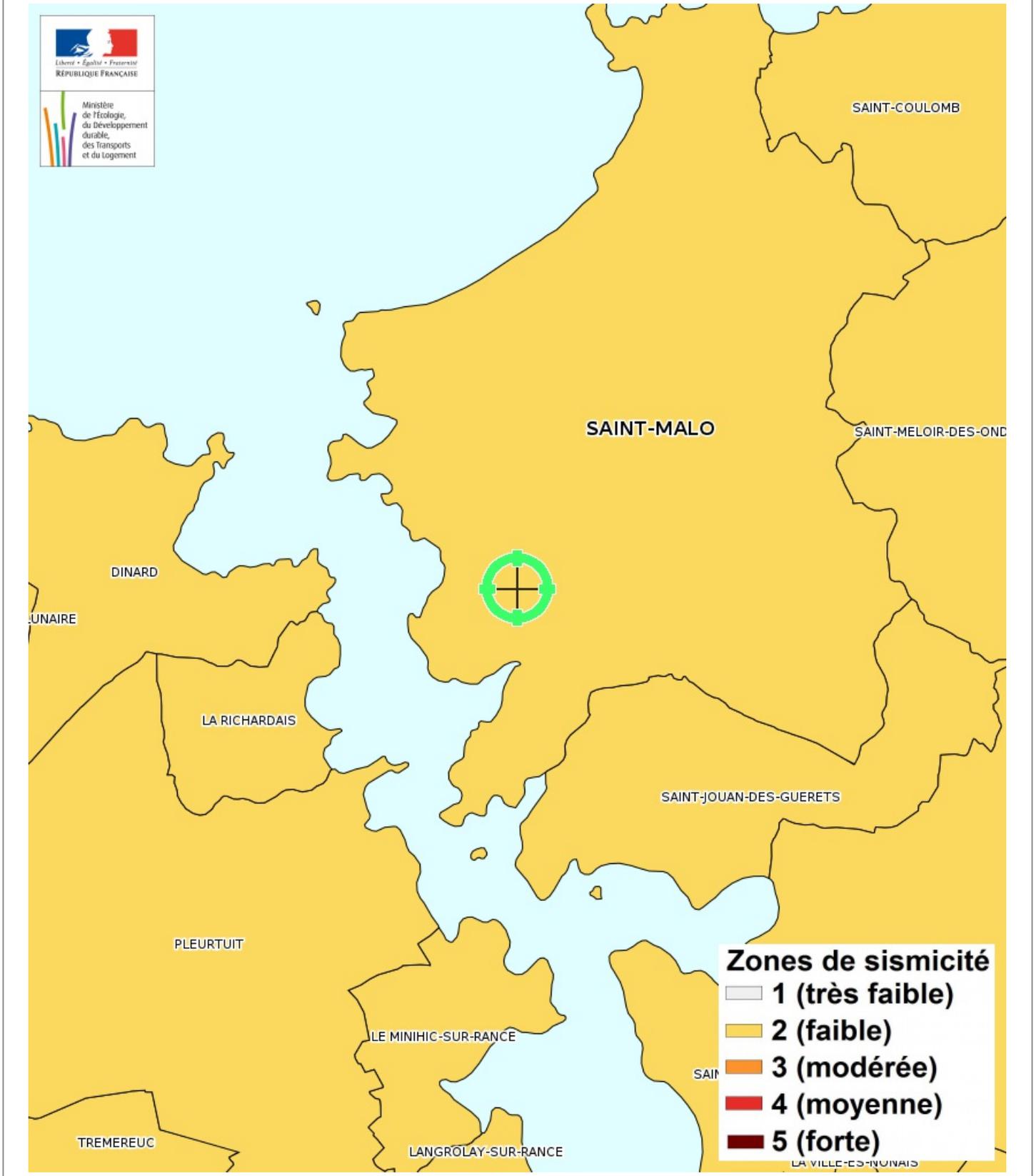


Zonage réglementaire sur la Sismicité

Département : Ille-et-Vilaine

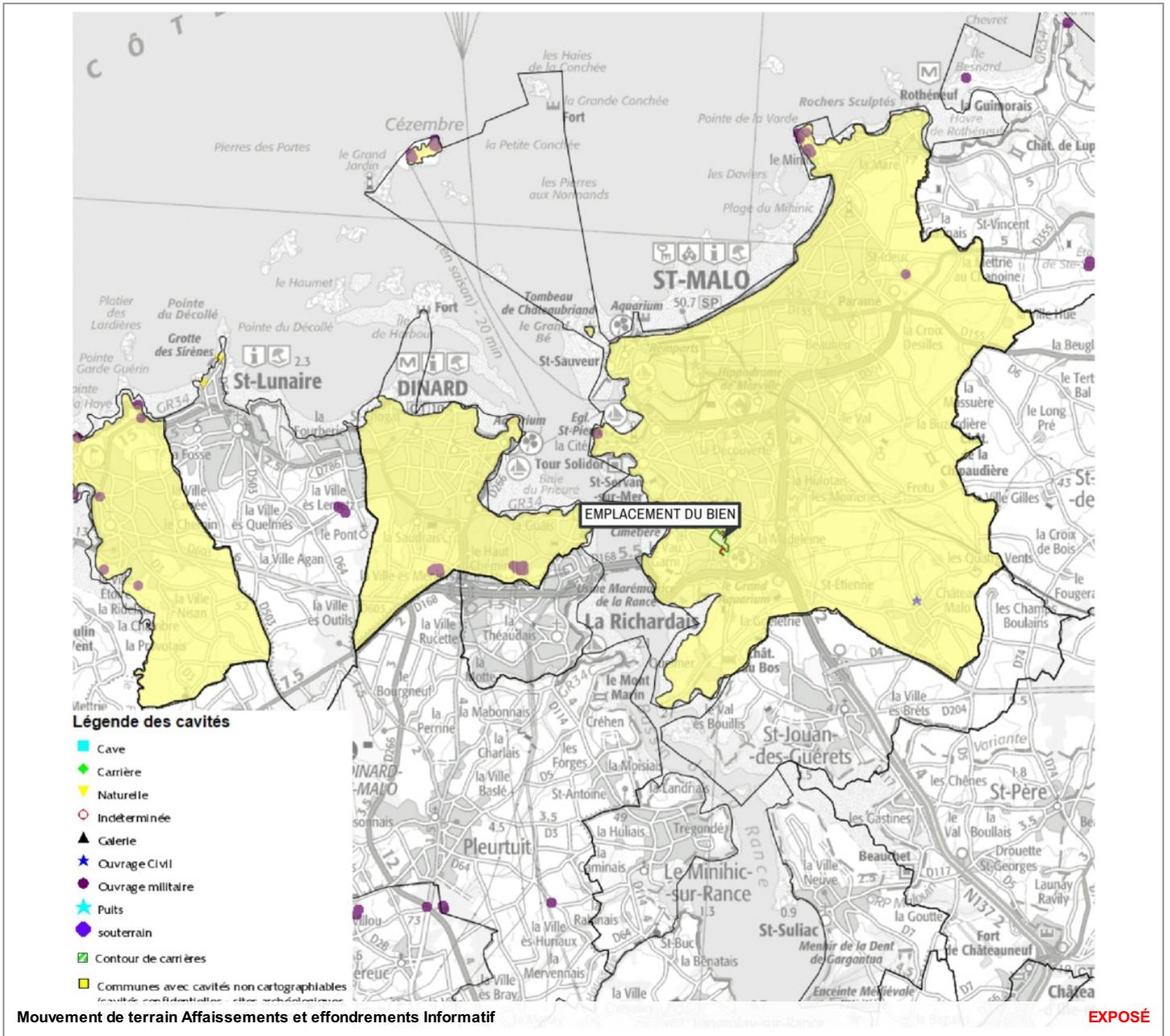
Commune : ST MALO

Zonage réglementaire sur la Sismicité : Zone 2 - Faible

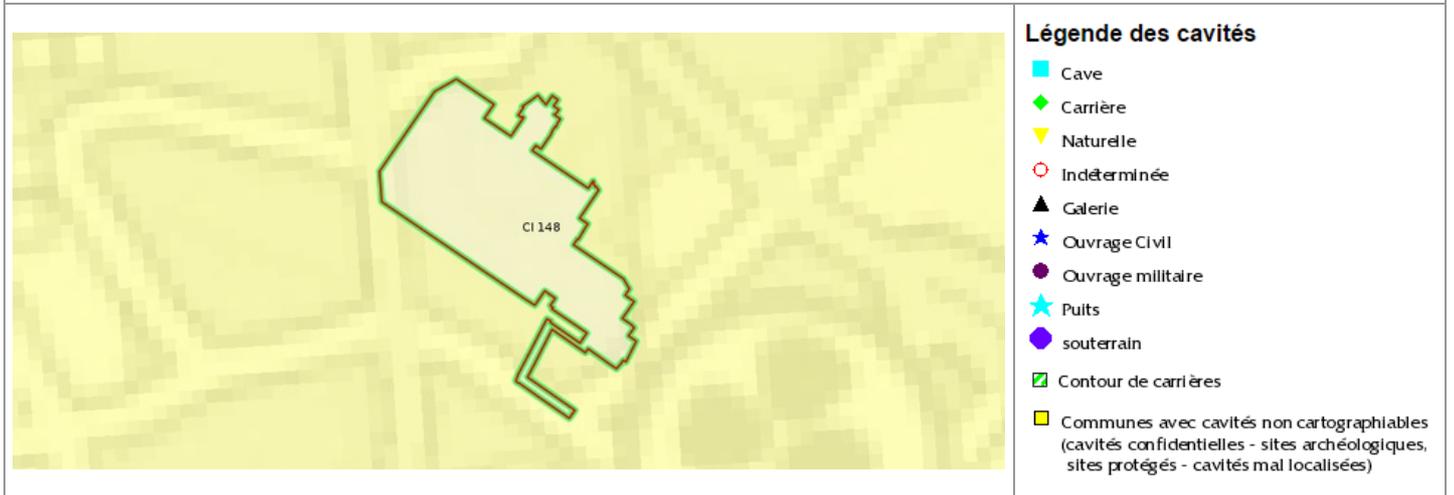


Carte

Mouvement de terrain Affaissements et effondrements

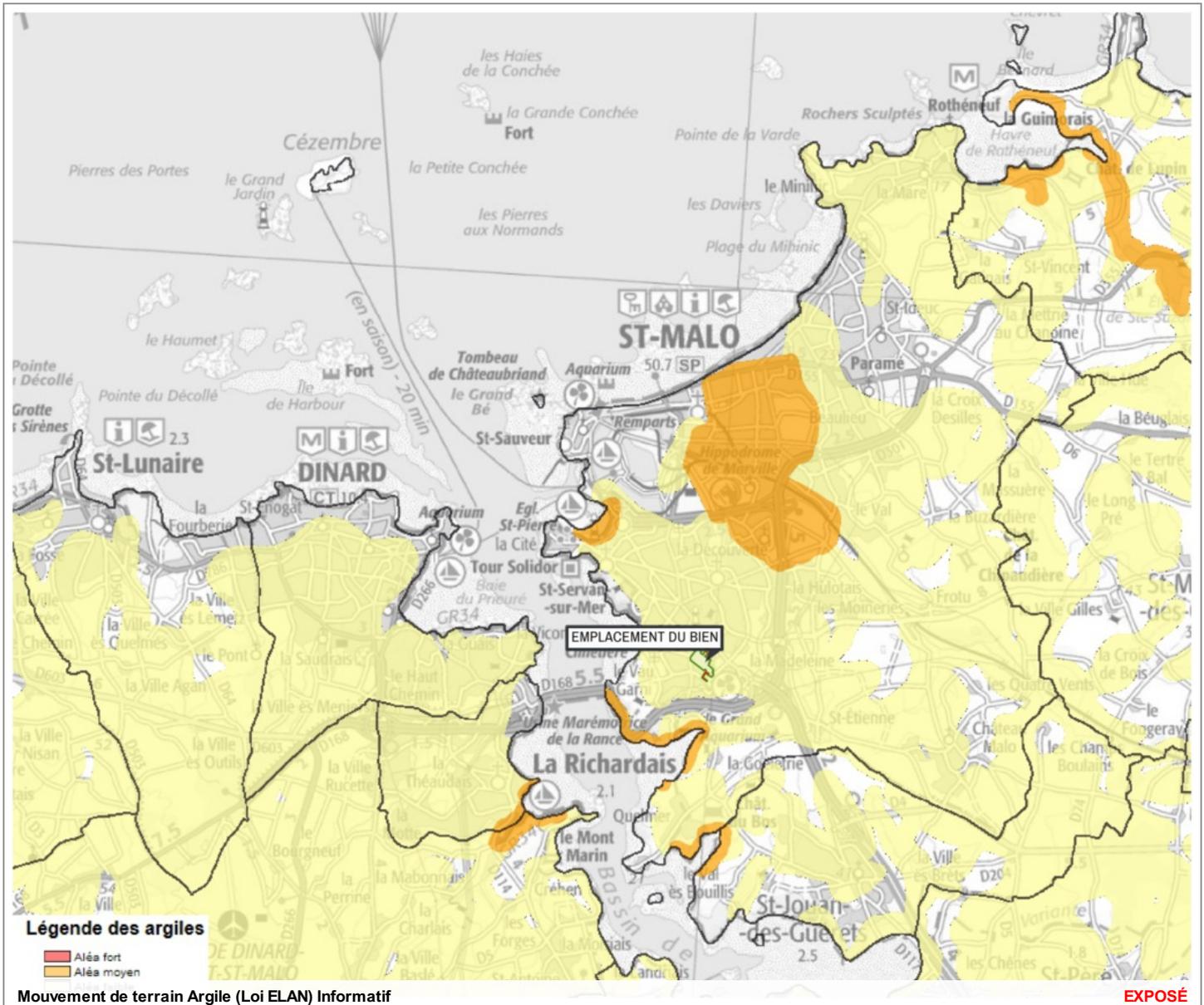


Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus

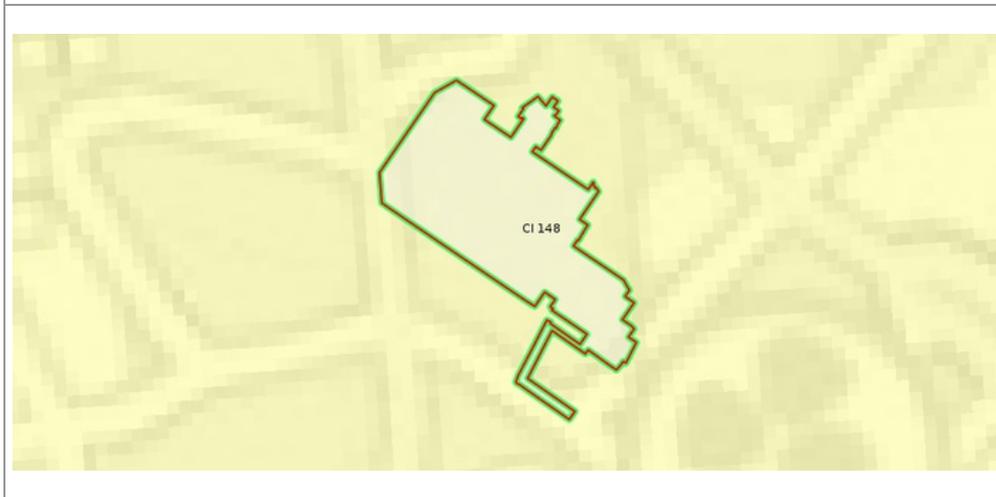


Carte

Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)



Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus



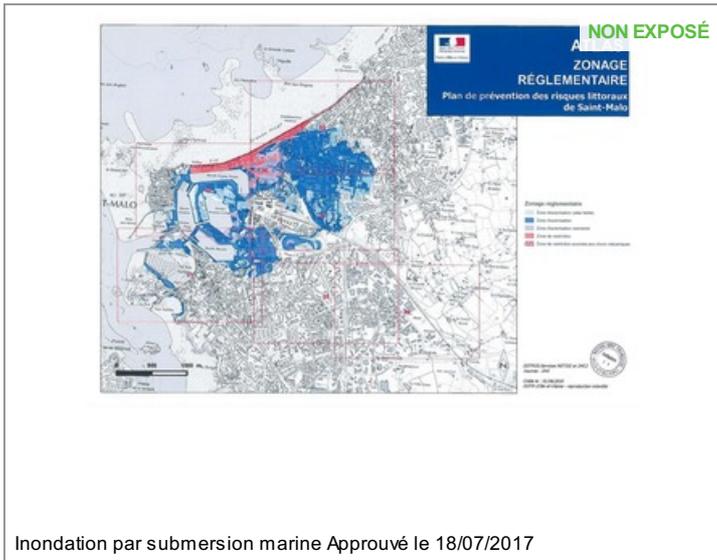
Légende Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)
Carte réglementaire
Source BRGM

- Aléa fort**
Concerné par la loi ELAN*
- Aléa moyen**
Concerné par la loi ELAN*
- Aléa faible**
Non concerné par la loi ELAN

*Obligation pour le vendeur de fournir une étude géotechnique préalable en cas de vente d'un terrain non bâti constructible.

Annexes

Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé



Annexes

Arrêtés



PRÉFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE

Direction du Cabinet
SIRACED PC

ARRÊTÉ RELATIF À L'INFORMATION DES ACQUEREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES DANS LE DEPARTEMENT DE L'ILLE-ET-VILAINE

La Préfète de la Région de Bretagne
Préfète de l'Ille-&-Vilaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27 ;

VU le décret n°91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;

VU les plans de prévention des risques prévisibles d'inondations prescrits ou approuvés dans le département d'Ille-et-Vilaine ;

Considérant qu'aucun plan de prévention des risques technologiques n'a été encore prescrit en Ille-et-Vilaine ;

Considérant que le département de l'Ille-et-Vilaine n'est pas situé dans les zones de sismicité Ia, Ib, II ou III mentionnées à l'article 4 du décret n°91-461 du 14 mai 1991, susvisé ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur du Cabinet de la préfète de la région de Bretagne et du département de l'Ille-et-Vilaine.

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'obligation d'information prévue au I et II de l'article L 125-5 du code de l'environnement s'applique dans chacune des communes intégrées dans un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations approuvé ou prescrit, dont la liste figure en annexe du présent arrêté.

Article 2 : Les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles d'inondations sont consignés dans un dossier communal d'informations. Ce dossier, qui comprend une fiche de synthèse et des documents cartographiques, est librement consultable en préfecture, sous-préfecture et dans chacune des mairies concernées.

3, avenue de la Préfecture - 35026 RENNES CEDEX 9
Tél. 02 99 02 10 35 - Fax 02 99 02 10 15 - www.bretagne.pref.gouv.fr

Annexes

Arrêtés

-2-

Article 3 : L'obligation d'information prévue au IV de l'article L.125-5 du code de l'environnement, s'applique pour l'ensemble des arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sur le territoire de la commune dans lequel se situe le bien. Ceux-ci sont consultables en préfecture, sous-préfecture et dans toutes les mairies concernées.

Article 4 Ces obligations d'information s'appliquent à compter du 1^{er} juin 2006.

Article 5 Le présent arrêté auquel est annexée la liste des communes intégrées dans un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations, prescrit ou approuvé, est adressé à chacun des maires desdites communes, accompagné du dossier communal d'information le concernant.

Ce même arrêté sera transmis, à la chambre départementale des notaires, accompagné de l'ensemble des dossiers communaux d'information.

Le présent arrêté et la liste des communes s'y rapportant seront affichés dans toutes les communes du département. Ils seront en outre publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture. Un avis d'information sera inséré dans le journal "Ouest France" diffusé dans tout le département.

Le présent arrêté et la liste des communes concernées pourront être consultés sur le site Internet de la préfecture (<http://www.bretagne.pref.gouv.fr>).

Article 6 : La liste des communes et les dossiers communaux d'information seront mis à jour à chaque modification de situation d'une ou plusieurs communes au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels ou technologiques en application du code de l'environnement.

Article 7 : Le Sous-préfet, directeur du Cabinet de la Préfète de la région de Bretagne et du département de l'Ille-et-Vilaine, le Secrétaire Général de la préfecture de l'Ille-et-Vilaine, les Sous-préfets des arrondissements de Saint-Malo, Redon et Fougères, le directeur régional et départemental de l'équipement et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Rennes le ; 13 FEV. 2006



Bernadette MALGORN

Annexes

Arrêtés



PREFECTURE D'ILLE ET VILAINE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
D'ILLE-ET-VILAINE

ARRÊTÉ

**portant approbation du Plan de Prévention des Risques de Submersion Marine
de Saint Malo**

**LE PRÉFET de la RÉGION BRETAGNE
PRÉFET d'ILLE-ET-VILAINE**

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 562-1 à L. 562-7 et R. 562-1 à R. 562-10 relatifs aux Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles,

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants concernant les enquêtes publiques,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-43, L. 153-60 et L. 152-7,

Vu la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,

Vu la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,

Vu le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu la circulaire du 3 juillet 2007 relative à la concertation dans l'élaboration des plans de prévention des risques,

Vu la circulaire du 27 juillet 2011 relative à la prise en compte de la submersion marine dans les plans de prévention des risques naturels,

Vu l'arrêté préfectoral du 8 avril 2010 prescrivant l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de Submersion Marine à Saint-Malo,

Vu les avis favorables de la commune de Saint-Malo (30 juin 2016), du Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine (18 juillet 2016) ainsi que de Saint-Malo Agglomération (23 juin 2016),



Annexes

Arrêtés

- Vu** l'absence d'observation du Conseil Régional de Bretagne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique en date du 29 août 2016 ;
- Vu** le rapport de la Commission d'Enquête et ses conclusions favorables en date du 25 octobre 2016 ;
- Vu** la prise en compte de la demande de dérogation à l'inconstructibilité derrière les digues, permettant de définir une Zone d'Intérêt stratégique (ZIS) déposée par la ville de Saint-Malo ;
- Considérant** que l'aléa submersion marine, sur la commune de Saint-Malo, est de nature à engendrer des risques pour les personnes et les biens qui y sont exposés ;
- Considérant** que le projet de plan de prévention des risques de submersion marine a pour but de limiter la vulnérabilité des personnes et des biens à l'aléa de submersion marine en délimitant des zones exposées au risque et en déterminant, en fonction de l'intensité du risque encouru, des mesures de prévention, de protection ou de sauvegarde ;
- Considérant** que l'enquête publique portant sur le projet de plan s'est déroulée du 29 août au 3 octobre 2016 ; que l'information du public a été assurée par une importante communication et 2 réunions publiques.

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

Le Plan de Prévention des Risques de Submersion Marine (PPRSM) de Saint-Malo est approuvé.

Il concerne la commune de Saint-Malo.

ARTICLE 2

Le Plan de Prévention des Risques de Submersion Marine de Saint-Malo comprend :

- Un rapport de présentation et ses annexes
- Un règlement et ses annexes dont un atlas du zonage réglementaire.

ARTICLE 3

En application de l'article L. 562-4 du Code de l'environnement, le plan de prévention des risques de submersion marine de Saint-Malo approuvé vaut servitude d'utilité publique.

À ce titre il doit être annexé aux différents documents d'urbanisme de la commune de Saint-Malo.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et mention en sera faite en caractères apparents dans les journaux Ouest-France et Pays Malouin.



Annexes

Arrêtés

ARTICLE 5

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Saint-Malo, ainsi qu'à la sous-préfecture de Saint-Malo pendant au moins un mois à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté.

Le plan approuvé y sera tenu à la disposition du public ainsi qu'en préfecture, à la Communauté d'agglomération de Saint-Malo, au Syndicat mixte du SCoT du Pays de Saint-Malo et à la DDTM d'Ille-et-Vilaine.

ARTICLE 6

Le Préfet d'Ille-et-Vilaine, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine, le Sous-Préfet de Saint-Malo, le maire de la commune de Saint-Malo, les présidents de la Communauté d'agglomération de Saint-Malo et du Syndicat Mixte du SCoT de Saint-Malo, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rennes, le **18 JUIL. 2017**

Le Préfet,



Christophe MIRMAND

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet d'Ille-et-Vilaine ou d'un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie, dans le délai de deux mois à compter de l'exécution des formalités de publicité.

Le présent arrêté peut également faire directement l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rennes, 3 contour de la Motte CS 44416, 35044 Rennes Cedex, dans le même délai de deux mois.



Annexes

Arrêtés



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Préfecture d'Ille-et-Vilaine
Direction des sécurités
SIDPC

ARRÊTÉ N°35 2019 08 21 001
RELATIF A L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES
DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS
DANS LE DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ OUEST
PRÉFÈTE D'ILLE-ET-VILAINE

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.125-2 à L.125-7, R.125-23 à R.125-27 ;
Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.1333-22 et R.1333-29 ;
Vu le code minier notamment son article L.174-5 ;
Vu le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;
Vu le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
Vu le décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers ;
Vu l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;
Vu l'arrêté du 13 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 13 octobre 2005 portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques ;
Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques dans le département d'Ille-et-Vilaine ;
Vu les plans de prévention des risques prévisibles d'inondation fluviale et de submersion marine approuvés dans le département d'Ille-et-Vilaine ;
Vu les plans de prévention des risques technologiques approuvés dans le département d'Ille-et-Vilaine ;
Vu les arrêtés préfectoraux du 25 mars 2019, du 09 avril 2019, du 09 avril 2019, du 02 juillet 2019 portant respectivement sur la localisation de secteurs d'informations sur les sols (SIS) sur le territoire de Montfort Communauté, du Pays de Châteaugiron Communauté, de la Communauté de Communes de Brocéliande, de Roche aux Fées Communauté ;

SUR proposition de Monsieur le directeur de cabinet de la préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTÉ :

Article 1^{er} :

Au terme des articles L.125-5 à L.125-7 et R.125-23 à R.125-27 du code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, des risques et des pollutions auxquels ce bien est exposé.

Annexes

Arrêtés

Un état des risques et pollutions, fondé sur les informations transmises par la préfète d'Ille-et-Vilaine, doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion du contrat de location écrit, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente d'un bien immobilier auquel il est annexé.

L'obligation d'information s'applique dans chacune des communes listées dans l'annexe du présent arrêté pour les biens immobiliers situés :

1. dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques approuvé ainsi que dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 du code de l'environnement ;
2. dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ;
3. dans la zone de sismicité 2 (faible) instituée pour la totalité du territoire de l'ensemble des communes d'Ille-et-Vilaine par l'article R.563-4 et D.563-8-1 du code de l'environnement ;
4. dans un secteur d'information sur les sols ;
5. dans une commune à potentiel radon de niveau 3.

Cette liste des communes annexée au présent arrêté se substitue à celle annexée à l'arrêté préfectoral du 31 août 2018 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques dans le département d'Ille-et-Vilaine.

Les informations relatives à l'état des risques naturels et technologiques sont consultables en mairie, en préfecture et en sous-préfecture ainsi que sur le site internet www.ille-et-vilaine.gouv.fr.

Article 2 :

L'obligation d'information prévue au IV de l'article L.125-5 du code de l'environnement s'applique pour les arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique listés dans l'annexe du présent arrêté.

Article 3 :

L'arrêté préfectoral du 31 août 2018 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques dans le département d'Ille-et-Vilaine, est abrogé et remplacé, en toutes ses dispositions, par le présent arrêté.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES Cedex, ou dématérialisée par l'application Télérecours citoyen accessible par le site <https://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 :

M. le directeur de cabinet de la préfète d'Ille-et-Vilaine, M. le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, MM. les sous-préfets d'arrondissements de Saint-Malo, Redon, Fougères-Vitré, M. le directeur départemental des territoires et de la mer, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et Mmes et MM. les maires des communes du département sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département et adressé à la chambre départementale des notaires.

Fait à Rennes, le 21 AOUT 2019

Pour la Préfète et par délégation,
Le directeur de cabinet,
Pour le directeur de cabinet par suppléance,
Le secrétaire général,



Denis OLAGNON

Annexes Arrêtés

Annexe à l'arrêté préfectoral du 21 août 2019 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

PPRI - BR = Plan de Prévention Risques Inondations du bassin de la Vahine en Région PPRI - MG = Plan de Prévention Risques Inondations du bassin de la Mau et du Gau
PPRI - SI = Plan de Prévention Risques Inondations du bassin de la Sèche et de l'île PPRI - MY = Plan de Prévention Risques Inondations du bassin de la Moyenne Vahine
PPRI - VAM = Plan de Prévention Risques Inondations du bassin de la Vallée Amont PPRI - VAL = Plan de Prévention Risques Inondations du bassin de la Vallée Aval
PPRSM - MD = Plan de Prévention des Risques de Submersion Marine de Du PPRI - SV = Plan de Prévention des Risques de Submersion Marine de St Malo

COMMUNES	PPR NATURELS Inondations (PPRI) ou autres (PPRSM)		PPRN CONCERNE (1 nombre de communes)	PPR MINERS		PPR TECHNOLOGIQUES		ZONAGE SISMIQUE (submersion)	INFO.COMPLEMENTAIRES			
	Approuvé	Trouvés obligatoires		PRESCRIT	Appr d'UVE	PRESCRIT	Approuvé		Trouvés obligatoires	Arrêtés CAT.NAT.	Arrêtés CAT.TECH.	Radon
SAINT AUBIN D'AUBIGNE	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	
SAINT AUBIN DES LANDES	23/07/2007	non	PPRVAL (8)	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	
SAINT AUBIN DU CORNER	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	
SAINT BENOIT DES ONDES	25/08/2016	oui	PPRSM-MD (22)	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	
SAINT BRIAC	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	
SAINT BRIEUC DES FRIS	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	
SAINT BROLAHORE	25/08/2016	oui	PPRSM-MD (22)	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	
SAINT CHRISTOPHE DE WALAINS	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	
SAINT CHRISTOPHE DES BOIS	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	
SAINT COULOMBS	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	
SAINT DIDIER	23/07/2007	non	PPRVAL (8)	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	
SAINT DOMINEUC	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	
SAINT EMBLON	10/12/2007	non	PPRBR (38)	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	
SAINT GANTON	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	
SAINT GEORGES DE CHESSNE	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	
SAINT GEORGES DE GREHAIGNE	25/08/2016	oui	PPRSM-MD (22)	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	
SAINT GEORGES DE REINTEMBAU	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	
SAINT GERMAIN DU PNEU	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	
SAINT GERMAIN EN COGLES	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	
SAINT GERMAIN SUR ILE	10/12/2007	non	PPRBR (38)	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	
SAINT GILLES	20/10/2005	non	PPRMD (19)	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	
SAINT GONDRAN	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	
SAINT GONLAY	20/10/2005	non	PPRMD (19)	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	Non
SAINT GREGOIRE	10/12/2007	non	PPRBR (38)	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	
SAINT GUINOUX	25/08/2016	oui	PPRSM-MD (22)	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	
SAINT JACQUES DE LA LANDE	10/12/2007	non	PPRBR (38)	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 2	
SAINT JEAN SUR COUESNON	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	
SAINT JEAN SUR VILAINNE	23/07/2007	non	PPRVAL (8)	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	
SAINT JOUAN DES GUERETS	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 2	
SAINT HILAIRE DES LANDES	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 3	
SAINT JUST	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	
SAINT LEGER DES PRES	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	
SAINT LUNAIRE	non	non	-	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	
SAINT MALO	18/07/2017	non	PPRSM (1)	non	non	non	-	zone 2 (habis)	oui	non	Zone 1	

Annexes

Arrêtés



**ARRÊTÉ n°35-2022-01-20-00001
du 20 janvier 2022**

**PORTANT SUR LA LOCALISATION
DE SECTEURS D'INFORMATIONS SUR LES SOLS (SIS)
SUR LE TERRITOIRE DE SAINT-MALO AGGLOMERATION**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE**

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.556-2, L. 125-6 et L.125-7, R. 125-41 à R.125-47 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles R.151-53, R.410-15-1, R.431-16 et R.442-8-1 ;

Vu l'article 173 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, qui prévoit l'élaboration de secteurs d'information sur les sols (SIS) ;

Vu le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux articles L. 125-6 et L. 125-7 du code de l'Environnement précisant les modalités de mise en œuvre des SIS ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 16 novembre 2021 proposant la création de SIS sur le territoire de Saint-Malo Agglomération ;

Vu les retours de maires consultés du territoire de Saint-Malo Agglomération ;

Vu l'information des propriétaires concernés par les projets de création des secteurs d'information sur les sols du 22 décembre 2020 au 22 février 2021 et l'observation de certains d'entre eux ;

Vu l'absence d'observations du public entre le 22 décembre 2020 et le 22 février 2021 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de formaliser les informations détenues par l'État sur la pollution des sols afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site et que des études et travaux appropriés soient mis en œuvre en cas de changement d'usage des sols ;

CONSIDÉRANT que les dépôts des déchets et substances sur les terrains identifiés dans les fiches SIS sur le territoire de Saint-Malo Agglomération doivent être pris en compte en cas de changement d'usage, de vente et de location du terrain ;

CONSIDÉRANT que les communes du territoire de Saint-Malo Agglomération ont été consultées sur les projets de création de secteurs d'information sur les sols situés sur leur territoire ;

Annexes

Arrêtés

CONSIDÉRANT que les propriétaires des terrains d'assiette concernés par un projet de création d'un secteur d'information sur les sols ont été identifiés à l'aide des outils à la disposition de la DREAL et des mairies concernées et qu'ils ont été informés dans la mesure du possible ;

CONSIDÉRANT que la participation du public a été réalisée du 22 décembre 2020 au 22 février 2021,

CONSIDÉRANT les retours des communes, l'observation de certains propriétaires consultés et l'absence de contribution du public ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Généralités

Conformément à l'article R. 125-45 du Code de l'environnement, des secteurs d'information sur les sols (SIS) sont créés sur les communes suivantes du territoire de Saint-Malo Agglomération et référencés :

- Châteauneuf : 35SIS02514
- Hirel : 35SIS02516
- La Fresnais : 35SIS02517
- La Ville-es-Nonais : 35SIS02518
- Miniac-Morvan : 35SIS02520, 35SIS11685
- Plerguer : 35SIS02522, 35SIS02523, 35SIS02725
- Saint-Benoît-des-Ondes : 35SIS02524
- Saint-Coulomb : 35SIS02525
- Saint-Guinoux : 35SIS02527
- Saint-Jouan-des-Guéréts : 35SIS02528
- Saint-Malo : 35SIS02529, 35SIS02532, 35SIS02533, 35SIS02534, 35SIS05060
- Saint-Méloir-des-Ondes : 35SIS02539
- Saint-Père : 35SIS02544, 35SIS02545
- Saint-Suliac : 35SIS02546

Les fiches descriptives de ces secteurs d'information sur les sols sont publiés sur le site Internet <http://www.georisques.gouv.fr>.

Article 2 : Urbanisme

Les secteurs d'information sur les sols définis par le présent arrêté sont annexés au document d'urbanisme en vigueur des communes de Châteauneuf, Hirel, La Fresnais, La Ville-es-Nonais, Miniac-Morvan, Plerguer, Saint-Benoît-des-Ondes, Saint-Coulomb, Saint-Guinoux, Saint-Jouan-des-Guéréts, Saint-Malo, Saint-Méloir-des-Ondes, Saint-Père, Saint-Suliac.

Article 3 : Obligations relatives à l'usage des terrains

Conformément à l'article L. 556-2 du code de l'environnement, les pétitionnaires d'autorisation à construire dans les secteurs d'information sur les sols identifiés à l'article 1 doivent attester de la prise en compte d'une étude de sols, définissant les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre

Annexes

Arrêtés

pour assurer la compatibilité entre l'usage futur et l'état des sols. Cette attestation doit être établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent, conformément à la norme NF X31-620-2, définie par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'attestation n'est pas requise lors du dépôt de la demande de permis d'aménager par une personne ayant qualité pour bénéficier de l'expropriation pour cause d'utilité publique, dès lors que l'opération de lotissement a donné lieu à la publication d'une déclaration d'utilité publique.

L'attestation n'est pas requise lors du dépôt de la demande de permis de construire, lorsque la construction projetée est située dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols et sa prise en compte dans la conception du projet d'aménagement.

À compter de la date de publication du présent arrêté, le fait qu'un terrain soit répertorié en secteurs d'information sur les sols doit être mentionné dans les certificats d'urbanisme prévus à l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme. L'obligation vaut tant pour la délivrance de certificats dans les communes disposant d'un PLU que dans celles disposant d'une carte communale ou sous le régime du RNU (Règlement National d'Urbanisme).

Le présent article s'applique sans préjudice des dispositions spécifiques sur la pollution des sols déjà prévues dans les documents d'urbanisme.

Article 4 : Obligations d'information des acquéreurs et locataires

Sans préjudice des articles L. 514-20 et L. 125-5 du code de l'environnement, lorsqu'un terrain situé en secteur d'information sur les sols mentionné à l'article L. 125-6 du code de l'environnement fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire. Il communique les informations rendues publiques par l'État, en application de l'article L. 125-6 précité. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité. Ces obligations sont applicables à compter du premier jour du quatrième mois suivant la publication au recueil des actes administratifs dans le département du présent arrêté.

À défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

Article 5 : Révision des SIS

La modification de fiche SIS ne nécessite ni modification du présent arrêté, ni nouvelle consultation.

Le présent arrêté est révisé (suppression ou ajout de sites) dès lors que le préfet a connaissance d'informations lui permettant la suppression ou la création de nouveau secteur d'information sur les sols. La création, la suppression de secteurs d'information sur les sols est menée conformément aux dispositions des articles R. 125-42 à R. 125-46 du code de l'environnement. La durée de la consultation prévue au I de l'article R. 125-44 du code de l'environnement est fixée à deux mois.

Article 6 : Notification et publicité

Conformément à l'article R. 125-46 du code de l'environnement, le présent arrêté sera notifié aux maires de Châteauneuf, Hirel, La Fresnais, La Ville-es-Nonais, Miniac-Morvan, Plerguer, Saint-

Annexes

Arrêtés

Benoît-des-Ondes, Saint-Coulomb, Saint-Guinoux, Saint-Jouan-des-Guéréts, Saint-Malo, Saint-Méloir-des-Ondes, Saint-Père, Saint-Suliac et au président de Saint-Malo Agglomération.

Il est affiché pendant un mois au siège des mairies de Châteauneuf, Hirel, La Fresnais, La Ville-es-Nonais, Miniac-Morvan, Plerguer, Saint-Benoît-des-Ondes, Saint-Coulomb, Saint-Guinoux, Saint-Jouan-des-Guéréts, Saint-Malo, Saint-Méloir-des-Ondes, Saint-Père, Saint-Suliac.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département d'Ille-et-Vilaine.

Article 7 : Exécution de l'arrêté

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, les Maires de Châteauneuf, Hirel, La Fresnais, La Ville-es-Nonais, Miniac-Morvan, Plerguer, Saint-Benoît-des-Ondes, Saint-Coulomb, Saint-Guinoux, Saint-Jouan-des-Guéréts, Saint-Malo, Saint-Méloir-des-Ondes, Saint-Père, Saint-Suliac, le président de Saint-Malo Agglomération, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rennes, le **20 JAN. 2022**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général Adjoint
Pour le Secrétaire Général, par suppléance
Le Secrétaire Général Adjoint



Matthieu BLET

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai du recours contentieux, un recours gracieux auprès de mes services. Ce recours gracieux interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la notification de ma réponse ou de la décision implicite de rejet née, à l'expiration d'un délai de deux mois, du silence gardé sur ce recours gracieux.

Annexes

Attestation d'assurance



Generali
Professionnels - Souscription gestion
75456 Paris Cedex 09

Votre contrat PROTECTION
ENTREPRISE ET DIRIGEANT
n° AP559256

MEDIA IMMO
124 RUE LOUIS BAUDOIN
91100 CORBEIL ESSONNES

Attestation d'assurance de Responsabilité Civile

Paris, le 28 novembre 2021

Generali IARD atteste que le contrat d'assurance Responsabilité Civile n°AP559256 garantit :

MEDIA IMMO
124 RUE LOUIS BAUDOIN
91100 CORBEIL ESSONNES

Sont couvertes les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de son activité professionnelle :

- Notes de Renseignements d'Urbanisme, Droit de préemption, Certificats de carrières, Non péril, Alignement, Hygiène/Salubrité, Numérotage, Concordance Cadastre, état ERP/ERPS, ICPE

TABLEAU DES PLAFONDS DES GARANTIES ET DES SOUS LIMITATIONS APPLICABLES EN CAS DE SINISTRE

GARANTIES	MONTANTS
Responsabilité Civile avant Livraison	
Tous dommages confondus	10 000 000 EUR par sinistre
Dont :	
• Tous dommages résultant de la faute inexcusable de l'employeur - accidents du travail - maladies professionnelles	2 000 000 EUR par année d'assurance quel que soit le nombre de victimes
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000 EUR par sinistre
• Dommages immatériels non consécutifs	500 000 EUR par sinistre
• Atteintes accidentelles à l'environnement sur site non soumis à autorisation ou enregistrement	750 000 EUR par année d'assurance

1 / 2

FSIP0019 / 446403149

2040 D



Generali IARD, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris
Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 872 976 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Annexes

Attestation d'assurance



Attestation contrat N°AP559256

GARANTIES	MONTANTS
Responsabilité Civile Après Livraison et/ou Professionnelle	
Tous dommages (corporels, matériels et immatériels confondus) et frais confondus	3 000 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
• Dommages immatériels non consécutifs	3 000 000 EUR par année d'assurance
• Frais de restauration de l'image de marque	200 000 EUR par année d'assurance
• Biens, documents, médias et données confiés et/ou prêtés (Dommages matériels et immatériels consécutifs) y compris frais de reconstitution	500 000 EUR par année d'assurance
Frais de prévention	
Frais de prévention	150 000 EUR par année d'assurance
Responsabilité Environnementale	
Pertes pécuniaires	500 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
• Frais de prévention	150 000 EUR par année d'assurance
Atteinte Logique / Cyber	
Tous dommages et frais confondus	150 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
• Frais de notification	50 000 EUR par année d'assurance
• Frais en cas d'atteinte à la réputation	50 000 EUR par année d'assurance
GARANTIE JURIDIQUE	
Défense Pénale et Recours	SOUSCRIT

La présente attestation est valable pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 sous réserve que le contrat ne soit pas résilié, suspendu ou annulé pour quelque cause que ce soit au cours de cette période.

Elle n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur. Elle est délivrée pour valoir ce que de droit et n'engage l'assureur que dans les limites des dispositions du contrat auquel elle se réfère.

Karim BOUCHEMA
 Directeur des Opérations

FSI/P0019 / 446403149

2040 D

2/ 2



Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris
Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 872 976 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
 Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
 Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculés sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

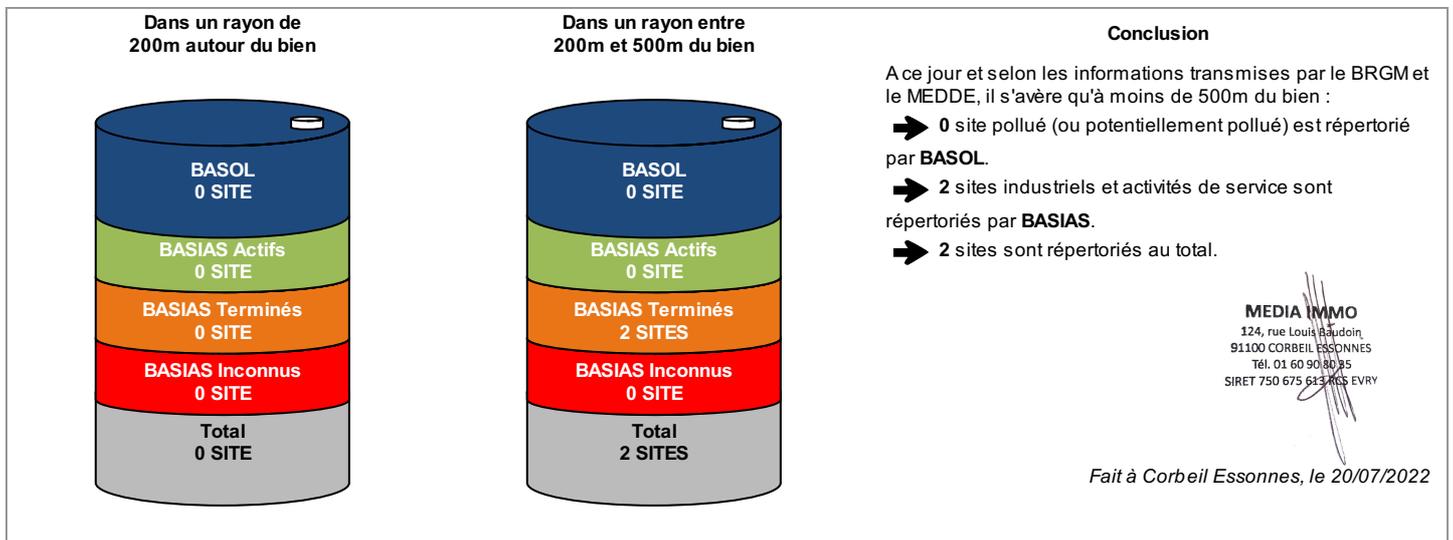
Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS)*



Réalisé en commande** par	Media Immo
Pour le compte de	SCP VERCOUTERE DEGANO CORDIER RENOULT
Numéro de dossier	1016990
Date de réalisation	20/07/2022

Localisation du bien	17 AVENUE DE LORETTE 35400 ST MALO
Section cadastrale	CI 148
Altitude	38.8m
Données GPS	Latitude 48.622911 - Longitude -2.001515

Désignation du vendeur	PROGRAMME REALITES
Désignation de l'acquéreur	



* Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ERPS du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données BASOL et BASIAS et des futurs SIS soient à jour.

Document réalisé à partir des bases de données **BASIAS** et **BASOL**
(gérées par le **BRGM** - Bureau de Recherches Géologiques et Minières et le **MEDDE** - Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie)

SOMMAIRE

Synthèse de votre Etat des Risques de Pollution des Sols
Qu'est-ce que l'Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS) ?
Cartographie des sites situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien
Inventaire des sites situés à moins de 200m du bien, 500m du bien et non localisés

Qu'est-ce que l'ERPS ?

Ce document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

Doit-on prévoir de prochains changements ?

Qui : En application du **Décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015** prévus par l'article L. 125-6 du code de l'environnement, l'actuel ERPS sera progressivement interprété par l'élaboration de Secteurs d'Information sur les Sols, plus communément appelés les **SIS** et seront intégrés à l'ERP.

Dans quels délais ?

Le décret nous informe que les pouvoirs publics territoriaux de chaque département doivent élaborer et valider les SIS **entre le 1er janvier 2016 et le 1er janvier 2019**.

Que propose Media Immo durant ces 3 ans ?

Jusqu'à la mise en application progressive des arrêtés préfectoraux relatifs aux SIS, **Media Immo** vous transmet, à **titre informatif**, les informations actuellement disponibles et rendues publiques par l'Etat à travers les bases de données **BASOL** et **BASIAS**.

Que signifient BASOL et BASIAS ?

➔ **BASOL** : **BA**se de données des sites et **SOL**s pollués (ou potentiellement pollués) par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

➔ **BASIAS** : Base de données d'**Anciens Sites Industriels** et **Activités de Service**, réalisée essentiellement à partir des archives et gérée par le **BRGM** (Bureau de **R**echerches **G**éologiques et **M**inières). **Il faut souligner qu'une inscription dans BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.**

Comment sont établis les périmètres et attributs des futurs SIS ?

Le préfet élabore la liste des projets de SIS et la porte à connaissance des maires de chaque commune. L'avis des maires est recueilli, puis les informations de pollution des sols sont mises à jour grâce à la contribution des organismes participants. Ces secteurs seront représentés dans un ou plusieurs documents graphiques, à **l'échelle cadastrale**.

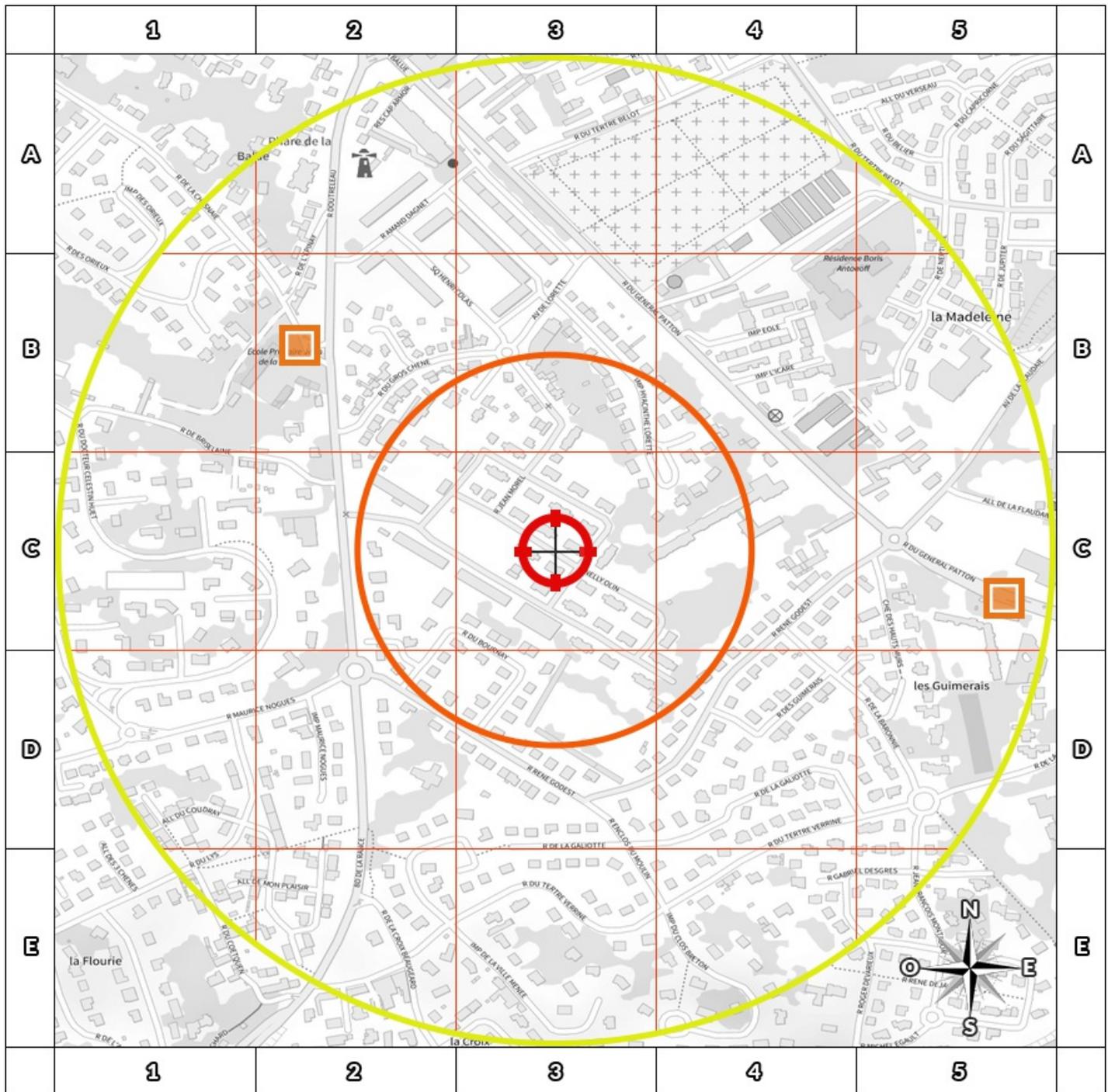
Qu'est-ce qu'un site pollué ?

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.

Quels sont les risques si le vendeur ou le bailleur n'informe pas l'acquéreur ou le locataire ?

« À défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, **dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution**, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la **résolution du contrat** ou, selon le cas, de **se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer**. L'acquéreur peut aussi demander la **réhabilitation du terrain aux frais du vendeur** lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente ». (Extrait du Décret)

Cartographie des sites situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien



200m

-  BASOL : BAse de données des sites et SOLs pollués (ou potentiellement pollués)
-  BASIAS en activité : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  BASIAS dont l'activité est terminée : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  BASIAS dont l'activité est inconnue : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  Emplacement du bien
-  Zone de 200m autour du bien
-  Zone de 500m autour du bien

Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des sites pollués (ou potentiellement polluée) situés à moins de 500m du bien représentés par les pictos   et .

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.

Inventaire des sites

situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien

Repère	Nom	Activité des sites situés à moins de 200m	Adresse	Distance (Environ)
Aucun résultat à moins de 200m				

Repère	Nom	Activité des sites situés de 200m à 500m	Adresse	Distance (Environ)
B2	LEYAVANC Robert, DLI	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	Lamennais (rue) SAINT-MALO	327 m
C5	PROST Claude, garage et station service GARAGE DU MAIL	Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...), Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage), Garages, ateliers, mécanique et soudure	SAINT-MALO	450 m

Nom	Activité des sites non localisés	Adresse
BUESNEL et LEQUESNE, fabrication de goudron	Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai	SAINT-MALO
HUART, fabrique d'aggloméré de houille	Agglomération de la houille (utilisation de brai) et/ou lavage de schlams	SAINT-MALO
BELHOMMET, fabrique d'acide	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base n.c.a.	SAINT-MALO
MONNIER, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
MERVIN Yves, fabrication d'allumettes chimiques	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...), Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
GUILBERT A. , fonderie de fer de cuivre et de bronze	Fonderie	SAINT-MALO
FETU (ou PHETU) Jean-Baptiste, fabrique d'allumettes chimiques	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
AMIEL Charles, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
BERNARD et LURQUETIL, fonderie de fer et cuivre	Fonderie	SAINT-MALO
SCOTE Louis Pierre, fabrique d'allumettes chimiques	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
DENOUAL Jules, fabrique d'allumettes chimiques	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
MULOT Denis, teinturerie	Ennoblement textile (teinture, impression,...)	SAINT-MALO
RENARD-TURQUETIL, fonderie de fer et cuivre	Fonderie	SAINT-MALO
DESMARIS, dépôt de pétroles et huiles	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	R.N. 137 au lieu-dit Grève de Rocabey SAINT-MALO
La Lumière Sté, dépôt de pétrole	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
MIRAMBEAU et GICQUEL, fabrication d'engrais chimique	Fabrication de produits azotés et d'engrais	SAINT-MALO
ALMEIDA et MELINETTE, forges de marine	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
Service Vicinal, dépôt de goudron	Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai	SAINT-MALO
DUFOUR, dépôt d'huiles minérales lourdes	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
BUSNEL, tannerie	Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues)	SAINT-MALO
PORTALIER, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
TERREAUX, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
COTTERET et GAUTIER, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
POSTEL, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
RENAUD, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
DENIS, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
Sté Economique, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
BERGEZ, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO

Nom	Activité des sites non localisés	Adresse
BOLTZ, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
CHEREL et CHOUANET, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
AUBRY, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
CHEREL Clément, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
BOYER, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
BIRY, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
FLAUX, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
BOURNE, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
ROYER, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
LE HERISSE, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
TOCZE, dépôt de poudre	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
MALOISEL, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
FOURE, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
ORVAIN, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
PINSON, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
BROUARD, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
TURBIN, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
MORILLON Henri, teinturerie	Ennoblement textile (teinture, impression,...)	SAINT-MALO
DAVID, dépôt de pétrole et d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
HERVE Lucien, station-service	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Rue Legobien SAINT-MALO
SNCF, dépôt de fuel	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
VILLE DE SAINT-MALO, distribution de carburant	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO
LE BERRE Pierre, pressing 5 A SEC	Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ; blanchissement et traitement des pailles, fibres textiles, chiffons	SAINT-MALO
SICA SILO PORTUAIRE, transformateur au PCB	Transformateur (PCB, pyralène, ...)	SAINT-MALO
BOURNE SARL, dépôt de carburant	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
VILLE DE SAINT-MALO, dépôt de carburant	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO
ADAM Philippe, atelier de tolerie automobile	Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)	SAINT-MALO
GAMA PRESTON ET CIE STE, garage tôlerie	Garages, ateliers, mécanique et soudure, Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...), Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO
RECTIFICATION MALOUINE STE, DLI	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
THEIS Eric / MARPILLARD Jean-François, station service PRO SNC	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO
KRUAULT Auguste, Forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
DESPECHERS et BONNEFIN, fabrique de bitume	Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai	SAINT-MALO
GABORY Guillaume, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
LEVIN Isidor, fabrique de chaussures	Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues)	SAINT-MALO
FOURCHON Joseph, atelier d'armateur	Fabrication d'armes et de munitions	SAINT-MALO
GIRAUD ET FOUQUAY Henri, mécanique générale	Garages, ateliers, mécanique et soudure	SAINT-MALO
JOUAME Claude, Forge et chaudronnerie	Chaudronnerie, tonnellerie, Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
HOSPICE DE SAINT MALO, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
MARTIN Alexandre /MAZELY Louise / MARTIN Jean, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO

Nom	Activité des sites non localisés	Adresse
BERHAULT Louis / GEOFFROY-HERLANDIE Georges / TUAL Louis / LECOEUR Henry / PITEL Adolphe / CHOLLET Adolphe / CHOLLET Nicolas, forge et dépôt de pétrole	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres, Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
CREUZET Louis / BASSET François / RENAUD Hyppolite, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
HAMON Olivier, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
REDOUTE Jean, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
MORILLON Henri, teinturerie	Ennoblement textile (teinture, impression,...)	SAINT-MALO
LEPOLLIF DANICAN François / LEPOLLIF Emmanuel	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
CHANTIERS NAVALS STE, chaudronnerie, forge et mécanique générale	Chaudronnerie, tonnellerie, Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres, Mécanique industrielle	SAINT-MALO
LEGE Emile, atelier de photographie	Imprimerie et services annexes (y compris reliure, photogravure,...)	SAINT-MALO
MALLARD Auguste, construction de navires	Construction navale	SAINT-MALO
MORILLON Jean, garage et serrurerie	Garages, ateliers, mécanique et soudure, Fabrication de coutellerie	SAINT-MALO
ROULLIER Olivier, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
FRANCAISE DE L INDUSTRIE ET DU COMMERCE STE, atelier mécanique, forge et chaudronnerie	Mécanique industrielle, Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres, Chaudronnerie, tonnellerie	SAINT-MALO
LESSARD Francis, station service	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO
LEFORESTIER, atelier de photographie	Imprimerie et services annexes (y compris reliure, photogravure,...)	SAINT-MALO
JAUPITRE Etienne / MARTIN Pierre, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
JUVILLAIN Fernand, garage	Garages, ateliers, mécanique et soudure	SAINT-MALO
PAPE Joseph, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
SAINT C?UR DE JESUS ET DE MARIE, établissement hospitalier	Activités hospitalières	SAINT-MALO
SA DES TRAMWAYS DE ROTHENEUF, atelier mécanique	Garages, ateliers, mécanique et soudure	SAINT-MALO
BARRON Louis, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
BLANCHARD Georges, serrurerie	Fabrication de coutellerie	SAINT-MALO
PERRIGAULT Francis / BRUAULT David, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
LACHAMBRE Marie, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
BLIN André, station service	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO
GILLET François, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
GORGES Louis, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
STE DES HUILES ET PETROLES, DLI	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)*



Réalisé en commande** par	Media Immo
Pour le compte de	SCP VERCOUTERE DEGANO CORDIER RENOULT
Numéro de dossier	1016990
Date de réalisation	20/07/2022

Localisation du bien	17 AVENUE DE LORETTE 35400 ST MALO
Section cadastrale	CI 148
Altitude	38.8m
Données GPS	Latitude 48.622911 - Longitude -2.001515

Désignation du vendeur	PROGRAMME REALITES
Désignation de l'acquéreur	

RÉFÉRENCES

Seules sont concernées les ICPE suivies par les DREAL (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) pour la majorité des établissements industriels et les DD(CS)PP (Directions départementales (de la cohésion sociale et) de la protection des populations) pour les établissements agricoles, les abattoirs et les équarrissages et certaines autres activités agroalimentaires, avec distinction en attribut du type d'ICPE (SEVESO, IPPC, Silo, Carrière, Autres), de l'activité principale et des rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles l'établissement industriel est autorisé.

GÉNÉALOGIE

Cette base contient les installations soumises à autorisation ou à enregistrement (en construction, en fonctionnement ou en cessation d'activité). Les données proviennent d'une extraction de la base de données fournie par le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) et la géolocalisation est effectuée sur la base des coordonnées Lambert indiquées dans l'extraction.

QUALITÉ DES DONNÉES

Le niveau de précision de la localisation indiqué en attribut pour chaque ICPE est variable ; Elles peuvent être localisées au Centre de la commune concernée, à l'adresse postale, à leurs coordonnées précises ou leur valeur initiale.

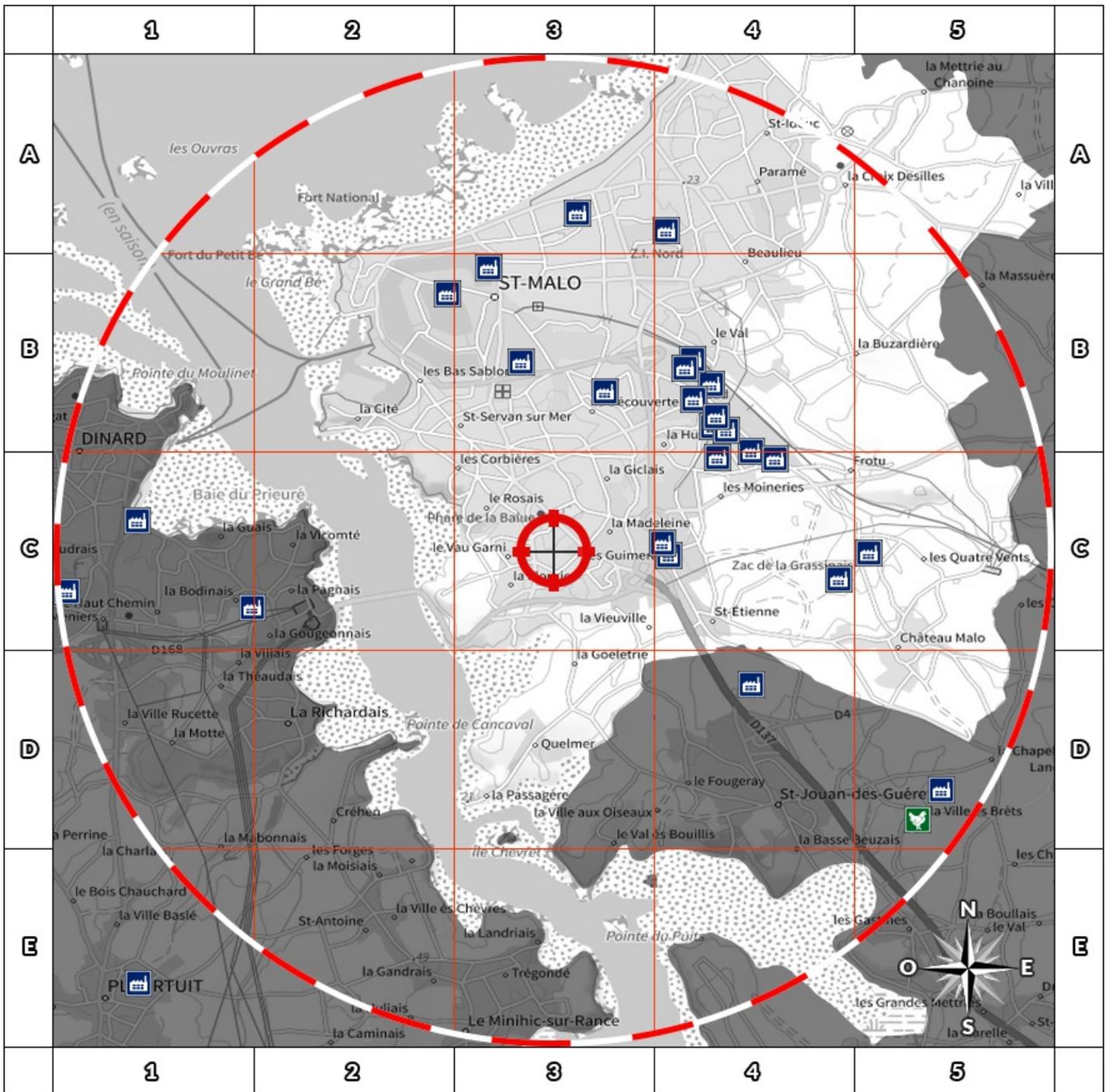
*** Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à les informations rendues publiques par l'Etat.**

**** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ICPE du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.**

SOMMAIRE

Synthèse des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Cartographie des ICPE
Inventaire des ICPE

Cartographie des ICPE Commune de ST MALO



2000m

- | | |
|---|---|
|  Usine Seveso |  Elevage de porc |
|  Usine non Seveso |  Elevage de bovin |
|  Carrière |  Elevage de volaille |
|  Emplacement du bien |  Zone de 500m autour du bien |

Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des Installations Classées pour le Protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos      et .

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.

Inventaire des ICPE

Commune de ST MALO

Repère	Situation	Nom	Adresse	Etat d'activité Régime	Seveso Priorité Nationale
ICPE situées à moins de 5000m du bien					
	Adresse Postale	EV TV	14 Rue du Clos Baron 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso OUI
	Adresse Postale	TIMAC AGRO SA (ZI)	Usine de la ZI Sud Avenue du Général Ferré 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso OUI
	Adresse Postale	TIMAC AGRO SA (QI)	Usine du Quai Intérieur 3 rue Hochélag 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso NON
	Adresse Postale	HYMPRED (ex. CCI ST MALO (Dépôt de soude)	Quai Chateaubriand 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso NON
	Adresse Postale	ROMI	49 rue Ville ès Cours ZI Indusma 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso NON
	Adresse Postale	ROMI	5 rue du clos du noyer 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso NON
	Adresse Postale	ISB France	12, rue Augustin Fresnel ZI INDUSMA 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso NON
	Adresse Postale	Communauté d'Agglomération	centre de transfert 43, Rue de la Ville Es Cours 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso NON
	Adresse Postale	COMPAGNIE DES PECHES PRODUCTION	ZAC Yves Burgot Rue de la Janaie 35400 ST MALO	En fonctionnement Enregistrement	Non Seveso NON
	Adresse Postale	ISB FRANCE	13 Av. Louis Martin / Quai Lamenais Rothéneuf 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso OUI
	Adresse Postale	BOIS ET MATERIAUX	25, rue Ville es Cours ZI Sud 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso NON
	Adresse Postale	Communauté d'Agglomération	La Boudeville 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso NON
	Adresse Postale	BRUNO OTO PIECES	17 rue de la Guymauvière 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso NON
	Centre de la commune	LEMARIE JEAN-MARC	LA SALMONAIS 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso NON
	Adresse Postale	Communauté d'Agglomération	'La Boudeville' rue des belettes 35400 ST MALO	En fonctionnement Enregistrement	Non Seveso NON
	Centre de la commune	COMAPECHE DISTRIBUTION	ZI SUD Rue des Rougeries 35400 ST MALO	En cessation d'activité INCONNU	Non Seveso NON
	Centre de la commune	COMABOKO	ZAC Yves Burgot Rue de la Janaie 35400 ST MALO	En cessation d'activité INCONNU	Non Seveso NON
	Valeur Initiale	DPC - DEPOTS DE PETROLE COTIERS (ST MALO)	Rue de la Ville Es Cours Zone industrielle Sud 35400 ST MALO	En cessation d'activité INCONNU	Non Seveso NON
	Adresse Postale	SEIFEL	ZAC Maison-Neuve Saint Etienne 8, rue Claude Chapel - CS 51865 35418 ST MALO	En fonctionnement Enregistrement	Non Seveso NON
	Adresse Postale	TIMAB INDUSTRIES (Rue du Clos du Noyer)	ZI Sud de Saint-Malo Rue du Clos du Noyer 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso NON
	Valeur Initiale	WOLSELEY France Bois et Matériaux-Grassi	ZAC de la Grassinai - La Madeleine 35400 ST MALO	En cessation d'activité INCONNU	Non Seveso NON
	Adresse Postale	LAITERIE DE SAINT-MALO	9 rue du Clos du Noyer 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso NON
	Centre de la commune	SA AQUARIUM GEANT	LA VILLE JOUAN 35400 ST MALO	En fonctionnement Autorisation	Non Seveso NON

Nom	Adresse	Etat d'activité Régime	Seveso Priorité Nationale
<i>ICPE situées à plus de 5000m du bien</i>			
Aucun ICPE à plus de 5000m du bien sur la commune ST MALO			

Etat des nuisances sonores aériennes

En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme



Réalisé en commande* par	Media Immo
Pour le compte de	SCP VERCOUTERE DEGANO CORDIER RENOULT
Numéro de dossier	1016990
Date de réalisation	20/07/2022

Localisation du bien	17 AVENUE DE LORETTE 35400 ST MALO
Section cadastrale	CI 148
Altitude	38.8m
Données GPS	Latitude 48.622911 - Longitude -2.001515

Désignation du vendeur	PROGRAMME REALITES
Désignation de l'acquéreur	

* Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ENSA du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.

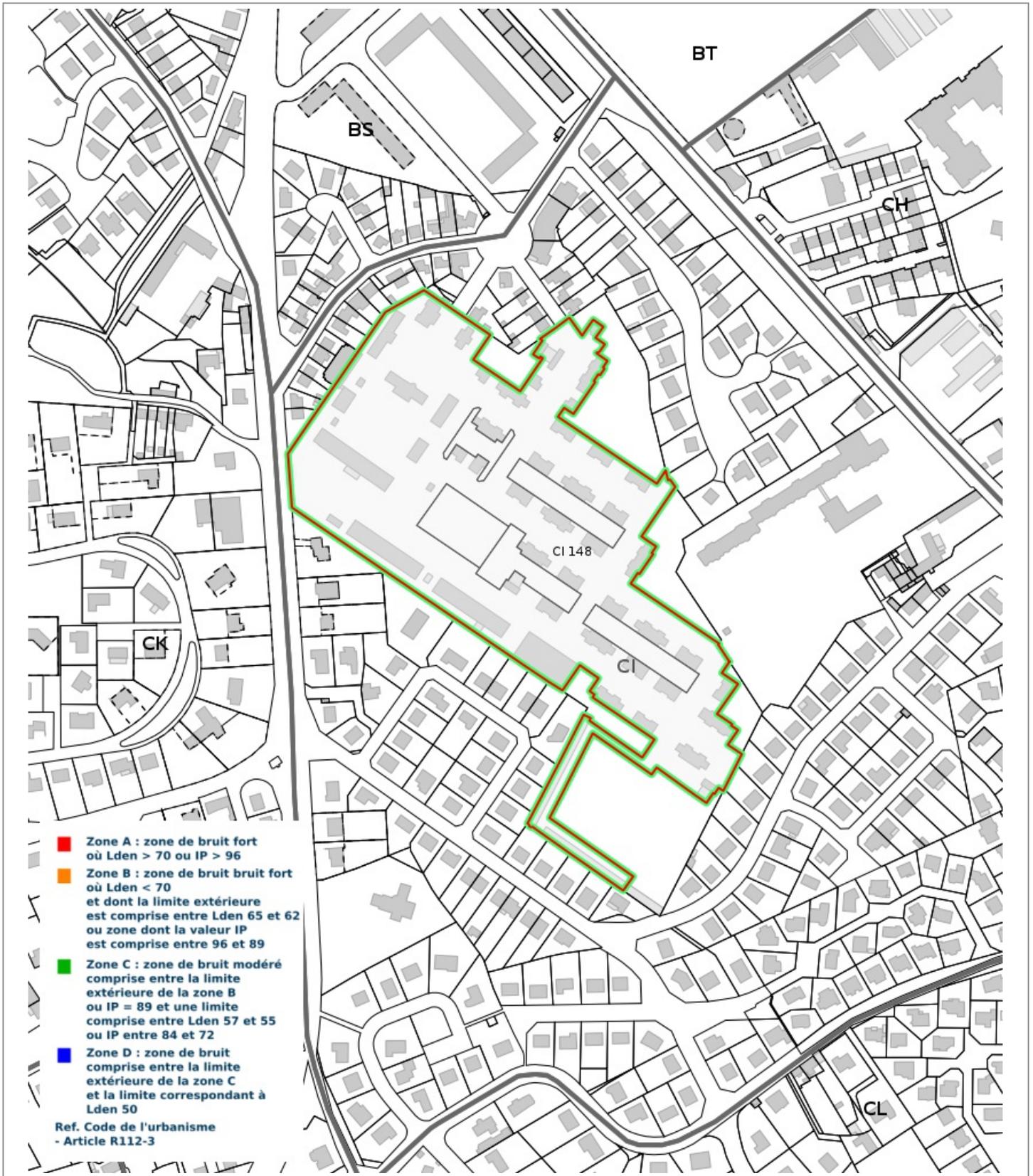
EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS D'EXPOSITION AU BRUIT

Non exposé	CI 148
------------	--------

SOMMAIRE

Synthèse de votre **Etat des Nuisances Sonores Aériennes**
 Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
 Cartographie
 Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodrômes

Cartographie du Plan d'Exposition au Bruit



Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodrômes



PRESCRIPTIONS D'URBANISME APPLICABLES DANS LES ZONES DE BRUIT DES AERODROMES

CONSTRUCTIONS NOUVELLES	ZONE A	ZONE B	ZONE C	ZONE D
Logements nécessaires à l'activité de l'aérodrome, hôtels de voyageurs en transit				
Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales admises dans la zone	dans les secteurs déjà urbanisés			
Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité agricole	dans les secteurs déjà urbanisés			
Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité aéronautique	s'ils ne peuvent être localisés ailleurs			
Constructions à usage industriel, commercial et agricole	s'ils ne risquent pas d'entraîner l'implantation de population permanente			
Equipements publics ou collectifs	s'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes			
Maisons d'habitation individuelles non groupées			si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par équipements publics sous réserve d'un faible accroissement de la capacité d'accueil	
Immeubles collectifs à usage d'habitation				
Habitat groupé (lotissement, ...) parcs résidentiels de loisirs				

HABITAT EXISTANT	ZONE A	ZONE B	ZONE C	ZONE D
Opérations de rénovation, de réhabilitation, d'amélioration, d'extension mesurée ou de reconstruction des constructions existantes	sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances			
Opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants			si elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores	

CONSTRUCTIONS NOUVELLES ET HABITAT EXISTANT		
autorisé sous réserve de mesures d'isolation acoustique	autorisé sous conditions	Non autorisé

© DGAC 2004